

Zaman, 2 mai 2014

Marc Lavergne- «L'Egypte est une bombe à retardement»

Directeur de recherche au CNRS, Marc Lavergne est l'un des spécialistes de l'Egypte. A la suite de la peine de mort prononcée contre près de 700 Frères musulmans, Zaman France l'a interrogé sur les dessous de la nouvelle politique égyptienne et les raisons du silence relatif des chancelleries occidentales.

La condamnation à mort des 683 Frères musulmans par la justice égyptienne est-elle le signe d'une radicalisation du régime militaire de Sissi ?

Depuis le 30 juin 2012, et le renversement de Morsi, il n'y a rien de neuf. Nous avons assisté à l'instauration d'une dictature d'un genre nouveau avec l'établissement d'un modèle formel d'élection. A la différence de l'Algérie, nous avons là un futur président, le maréchal Sissi, qui a une certaine stature et une ambition personnelle. Il y a aussi l'armée qui veut préserver ses intérêts, ceux du Golfe, de l'Occident et préserver la stabilité de l'Egypte. Ce pays a un pouvoir de nuisance parce que c'est une bombe à retardement à la fois pour les Egyptiens et pour les pays du Golfe.

En quel sens l'Egypte est une bombe à retardement ?

L'Egypte ne produit rien et est à la limite de la capacité de survie, avec ses 80 millions d'habitants. C'est une société rentière, par la rente pétrolière, qui diminue, et par le tourisme. L'agriculture a été abandonnée, elle ne nourrit plus les Egyptiens. La moitié du blé consommé en Egypte est du blé français. Le pays ne peut pas satisfaire économiquement aux besoins de consommation qu'ils exigent. C'est un pays qui vit de subventions et d'aides internationales, en particulier des pays du Golfe. A charge donc pour l'armée de mettre un terme au danger que représentent pour les monarchies du Golfe, les Frères musulmans. Il y a une sorte d'obsession qui s'est développée en Arabie saoudite à l'encontre des Frères musulmans.

Comment expliquez-vous cette obsession alors que pendant des décennies Riyad s'entendait très bien avec les Frères musulmans et les finançait même ?

Pour Riyad, les Frères musulmans sont coupables d'avoir voulu jouer le jeu démocratique des élections aux présidentielles et aux législatives. Leur parti est devenu un parti comme les autres. La dimension religieuse du parti des Frères musulmans ne les sépare pas du reste de la population. Leur idéologie est très conservatrice moralement et socialement mais c'est une caractéristique de la société égyptienne, même chez les Coptes avec l'idée de patriarcat et d'ordre moral. Sur le plan économique, ce sont des libéraux, des adeptes de l'économie de marché et d'un rôle minimal de l'Etat.

Pour autant, le soutien tacite des opinions occidentales après ce renversement et à présent face à la radicalisation du régime, peut surprendre ?

Dans un premier temps, il y a eu un embarras. Parce qu'on voyait bien que les Egyptiens étaient soulagés. Morsi avait aussi mordu un peu la ligne jaune en matière de droit des femmes, des Coptes et des minorités. Il y a eu des craintes sur l'établissement d'un régime islamiste de type autoritaire. Les Egyptiens n'ayant rien dans leur assiette en ont eu assez de ce régime. Certains ont pensé que seuls les militaires pourraient rétablir la situation. Morsi est un peu secondaire dans cette affaire, même au sein de la hiérarchie des Frères musulmans. Il n'a été désigné candidat que parce que Khairat al-Shater a été écarté par la commission électorale égyptienne. Dans l'appareil des Frères, qui regroupe des libéraux et des conservateurs, c'est la vieille garde qui l'a emporté en imposant Morsi, lui même conservateur. La principale préoccupation des Egyptiens est de savoir ce qu'ils vont donner à manger à leurs enfants. Les craintes des retombées négatives d'une politique conservatrice sur le tourisme a aussi joué. La visibilité internationale a été un enjeu gâché par cette présidence. Il faut

dire à sa décharge que Morsi n'avait pas tous les pouvoirs. Il ne maîtrisait ni la police, ni la justice, ni l'armée, ni l'administration. Il a trouvé les caisses à moitié vides, les pays du Golfe ne l'ont pas beaucoup aidé économiquement. Quant à l'armée, elle considère tout pouvoir civil en Egypte comme illégitime. Elle a un rapport très paternaliste à la société égyptienne et se considère comme la seule force capable de gouverner le pays.

Quelle est actuellement la position des courants qui avaient soutenu le coup d'état de Sissi ?

L'embarras. Il y a eu une sorte d'illusion optique des Occidentaux mais aussi des Egyptiens qui se sont trompés vis à vis d'eux-mêmes et se sont tirés une balle dans le pied. La réalité objective de l'Egypte est pire que ce que les Egyptiens peuvent imaginer. Cette illusion d'optique est de penser qu'on peut changer les choses sans se changer soi-même, en se contentant de mieux redistribuer les richesses.

Les Frères musulmans ont été déclarés «organisation terroriste» par l'Egypte et l'Arabie saoudite. Le Royaume-Uni a, de son côté ouvert, une vaste enquête contre eux sur son territoire. Craignez-vous que d'autres pays comme la France s'alignent sur cette politique ?

La crainte majeure des Occidentaux est que l'Arabie saoudite implose. Ce sera difficilement évitable car il y a des forces internes dans ce pays qui macèrent, qui rêvent de révolution et de faire tomber les Saoud qui n'ont aucune légitimité et qui n'accordent aucun droit à leur jeunesse et aux femmes. Cette politique de diabolisation des Frères musulmans est néanmoins terrible car l'Egypte va devenir une fabrique du terrorisme. On a un public qui a joué le jeu de la démocratie, mais cela se termine par un coup d'Etat à moitié applaudi. Le seul recours que ces jeunes frustrés vont avoir sera le terrorisme. Il existe déjà une insécurité en Egypte qui n'a jamais existé. Aujourd'hui, des armes circulent en Egypte. Le fait que l'Occident ait pointé du doigt les Frères musulmans est injuste. Il aurait mieux valu les soutenir et leur rappeler que la démocratie a des règles et que le régime de la majorité n'implique pas celui de faire n'importe quoi, et cela ils l'auraient entendu. L'Egypte est l'un des derniers pays où la France a une oreille. La position mi-figue, mi-raisin de Paris est en train de gâcher cela.

PAR FOUAD BAHRI